

Unité interdépartementale Drôme/Ardèche
Plateau de Lautagne
3 Avenue des Langories
26000 VALENCE

VALENCE, le 07/04/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 21/07/2022

Contexte et constats

Publié sur



DAG - Châteauneuf-du-Rhône

Europarc de Pichaury Bât C8
CS60516
13593 Aix-en-Provence

Références : 20230322-RAP-DACA0329
Code AIOT : 0006110586

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 21/07/2022 dans l'établissement DAG - Châteauneuf-du-Rhône implanté lieux-dits Le Balafray, Turenne, Grande Isle, Camuse 26780 Châteauneuf-du-Rhône. L'inspection a été annoncée le 29/06/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- DAG - Châteauneuf-du-Rhône
- Le Balafray, Turenne, Grande Isle, Camuse 26780 Châteauneuf-du-Rhône
- Code AIOT : 0006110586
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'extraction est réalisée par l'entreprise BERTHOULY (principalement à la dragline). Les matériaux sont acheminés via une trémie et une bande transporteuse vers un stock pile. Il n'y a pas d'installation de traitement des matériaux au sein de la carrière DAG. Les matériaux sont traités sur l'installation de LAFARGE GRANULATS à Châteauneuf-du-Rhône dans le prolongement de la carrière ou sur l'installation de CEMEX à Montélimar (à environ 10 km).

L'inspection des installations classées a rappelé à l'exploitant l'échéance de l'arrêté d'autorisation de la carrière au 12/08/2025 pour les derniers secteurs de la carrière.

La visite d'inspection a également permis la proposition du procès-verbal de récolement en pièce jointe du présent rapport. Celui-ci concerne le dossier de cessation d'activité du plan d'eau « La Mourgate ».

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- DONNÉES GÉNÉRALES DE L'AUTORISATION
- RÉGLEMENTATIONS GÉNÉRALES ET DISPOSITIONS PRÉLIMINAIRES
- EXPLOITATION
- Registres et plans
- REMISE EN ETAT

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Pour des faits engageant peu la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, une lettre de suites sera transmise avec une demande de mise en œuvre d'action corrective dans un délai donné. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Délai de réponse
6	Point de contrôle n°6 - Registres et plans	Arrêté Préfectoral du 12/08/2010, article 7.9	/	Lettre de suite	30 jours pour la remise des justificatifs, sans délai pour le respect des conditions d'exploitation

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Délai de réponse
5	Mesures mise en place pour dériver le cours d'eau "la Girane"	Arrêté Préfectoral du 12/08/2010, article 7.7.2	/	30 jours

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Point de contrôle n°1 - Situation administrative	Arrêté Préfectoral du 12/08/2010, article 1	/	Sans objet
2	Point de contrôle n°2 - Clôtures et barrières	Arrêté Préfectoral du 12/08/2010, article 5	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
3	Mesures particulières de protection des milieux pendant l'exploitation	Arrêté Préfectoral du 12/08/2010, article 7.6	/	Sans objet
4	Mesures pour éviter les phénomènes d'érosion et permettre un équilibre hydraulique	Arrêté Préfectoral du 12/08/2010, article 7.7.1	/	Sans objet
7	Point de contrôle n°7 - plan de gestion des déchets d'extraction	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis	/	Sans objet
8	Point de contrôle n°8 - cessation d'activité du plan d'eau « La Mourgate »	Arrêté Préfectoral du 12/08/2010, article 8	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Il est constaté le non-respect des conditions d'exploitation prévues au dossier concernant la profondeur d'extraction. L'exploitant doit sans délai respecter les conditions d'exploitation prévues et mettre en oeuvre les moyens permettant de garantir et de justifier le respect de la profondeur d'extraction.

De plus, il devra transmettre les compléments attendus concernant le porter à connaissance relatif à la modification de la dérivation du cours d'eau "la Girane".

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Point de contrôle n°1 - Situation administrative

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/08/2010, article 1
Thème(s) : Situation administrative, DONNÉES GÉNÉRALES DE L'AUTORISATION
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Capacité maximale de production : 1 000 000 tonnes/an
Constats : L'exploitant a déclaré avoir extrait 890 000 Tonnes de sables et de graviers alluvionnaires au cours de l'année 2021. La capacité maximale de production annuelle de 1 000 000 tonnes est respectée.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Point de contrôle n°2 - Clôtures et barrières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/08/2010, article 5
Thème(s) : Risques accidentels, RÉGLEMENTATIONS GÉNÉRALES ET DISPOSITIONS PRÉLIMINAIRES
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Une clôture solide et efficace, entretenue pendant toute la durée de l'autorisation, doit être installée sur le pourtour de la zone d'extraction et de toute zone présentant un danger vis-à-vis des tiers, et, en particulier, pour interdire l'accès à partir de la route desservant le site. Cette clôture doit être composée de trois fils au maximum. Les poteaux doivent être espacés d'au moins trois mètres sans fondation faisant saillie sur le sol naturel. L'entrée de la carrière est matérialisée par un dispositif mobile, interdisant l'accès en dehors des heures d'exploitation.
Constats : L'exploitant a déclaré au cours de l'inspection avoir clôturé l'ensemble du pourtour de la zone d'extraction et de toute zone présentant un danger vis-à-vis des tiers. L'exploitant possède un registre de suivi de l'état de la clôture. Des pancartes sont présentes sur la clôture pour signaler le danger. L'entrée de la carrière est matérialisée par un portail.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Mesures particulières de protection des milieux pendant l'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/08/2010, article 7.6
Thème(s) : Risques chroniques, EXPLOITATION
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant réalisera le suivi semestriel de la qualité des eaux superficielles et des eaux souterraines.
Constats : Comme demandé lors de l'inspection, l'exploitant a fourni les deux dernières analyses des eaux du site. L'analyse du 30 mai 2022 ne montre pas d'évolution notable des paramètres analysés comparativement à celle du 03 novembre 2021. De plus, les concentrations dans les piézomètres sont inférieures aux critères d'évaluation de l'état des eaux souterraines. Les concentrations sont également inférieures aux limites de qualité des eaux brutes utilisées pour la production d'eau destinée à la consommation humaine.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Mesures pour éviter les phénomènes d'érosion et permettre un équilibre hydraulique

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/08/2010, article 7.7.1
Thème(s) : Risques chroniques, EXPLOITATION
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Mise en place de 6 buses de 2 mètres de diamètre entre les plans d'eau " Chambaud et Grange Neuve"
Constats : L'exploitant n'a pas encore mis en place les buses. A ce sujet, l'exploitant a indiqué vouloir déposer un porter à connaissance afin de proposer une solution alternative. Celui-ci a également précisé que l'avancement de l'exploitation ne nécessite pas encore le busage.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Mesures mise en place pour dériver le cours d'eau "la Girane"

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/08/2010, article 7.7.2
Thème(s) : Risques chroniques, EXPLOITATION
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : <ul style="list-style-type: none">- le projet intercepte un linéaire de 630 mètres,- le débit capable du nouveau tracé sera identique à celui de l'ancien tracé,- le profil en long ne doit pas être modifié,- le profil en travers type doit correspondre à un profil trapézoïdal enherbé ou non.
<p>Constats : Au cours de l'inspection, l'exploitant a remis un exemplaire du dossier de porter à connaissance concernant le déplacement du cours d'eau la Girane. L'arrêté préfectoral de la carrière avait prévu un déplacement du cours d'eau. Néanmoins, il s'avère plus opportun de déplacer celui-ci de quelques mètres notamment pour préserver l'intégrité de la route départementale 237.</p> <p>L'inspection a constaté que les travaux objet de ce porter à connaissance ont été réalisés. Le profil en travers de la zone modifiée du cours d'eau Girane correspond à un profil trapézoïdal partiellement enherbé.</p> <p>L'analyse du porter à connaissance montre que l'ouvrage OH-Gi 2 est concerné par la rubrique 3.1.3.0 de la nomenclature loi sur l'eau sous le seuil de déclaration (« Installations ou ouvrages ayant un impact sensible sur la luminosité nécessaire au maintien de la vie et de la circulation aquatique dans un cours d'eau »), ce qui aurait dû être identifié dans le porter à connaissance.</p> <p>De plus, au niveau de la connexion avec le ruisseau lieu-dit L'Oreille, il est demandé à l'exploitant de transmettre la longueur totale de la buse OH-Gi 3.</p> <p>L'exploitant devra également confirmer la rupture amont-aval du profil en long de la buse en centimètres. D'après le dossier, la rupture aval serait de 18 cm. Une analyse de la rubrique 3.1.1.0. Installations, ouvrages, remblais et épis, dans le lit mineur d'un cours d'eau doit être effectué par l'exploitant.</p> <p>Une fois les éléments ci-dessus explicités par l'exploitant, le dossier sera déposé pour avis au service police de l'eau de la DDT.</p> <p>Par ailleurs, il est rappelé que la demande de modification des conditions prévues par l'arrêté préfectoral doit être effectuée avant la réalisation des travaux.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de délais : 30 jours

N° 6 : Point de contrôle n°6 - Registres et plans

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/08/2010, article 7.9
Thème(s) : Risques chroniques, EXPLOITATION
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Il est établi un plan d'échelle adaptée à la superficie de l'exploitation. Ce plan est mis à jour au moins une fois par an et transmis à l'inspecteur des installations classées avant le premier avril de chaque année. Sur ce plan sont reportés :-les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que ses abords dans un rayon de 50 mètres et avec un repérage par rapport au cadastre,-les bords de la fouille,- les courbes de niveau ou côtes d'altitude des points significatifs,des éléments de la surface dont l'intégrité de l'emprise conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publiques.</p>
<p>Constats : L'exploitant a remis un plan d'état des lieux (au 23/09/2021) de la zone Chambaud en cours d'exploitation. L'exploitant a déclaré un retard de deux ans sur le phasage. La DREAL a rappelé à l'exploitant l'importance de veiller à ce qu'il y ait une remise en état de la carrière coordonnée à l'exploitation de celle-ci. Sans quoi, une actualisation des garanties financières serait obligatoire.</p> <p>L'analyse des cotes altimétriques, montrent un niveau d'eau de 60,83 m NGF et une profondeur maximale d'extraction de 54,00 m NGF. L'extraction maximum en eau est donc de 6,83 m NGF. Or, dans l'étude d'impact de la demande d'autorisation pour l'extension de février 2009, il est indiqué en page 55 une épaisseur de gisement en eau de 0,5 à 6 m.</p> <p>NC 1 : L'exploitant ne respecte pas les conditions d'extraction prévues par le dossier de demande d'autorisation. L'exploitant doit prendre les mesures nécessaires afin de respecter, sans délai, les conditions d'extraction décrites de son dossier de demande, conformément à l'article 2.2 de l'arrêté préfectoral n°10-3331 du 12/08/2010.</p> <p>De plus, il est demandé à l'exploitant de transmettre à la DREAL le suivi sur plusieurs années du niveau d'eau (en m NGF) de la zone en cours d'extraction ; ainsi que la procédure permettant le respect de la profondeur d'extraction. Les éléments justificatifs seront transmis sous 1 mois.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite
Proposition de délais : 30 jours

N° 7 : Point de contrôle n°7 - plan de gestion des déchets d'extraction

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis
Thème(s) : Risques chroniques, Registres et plans
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant doit établir un plan de gestion des déchets d'extraction résultant du fonctionnement de la carrière. Ce plan est établi avant le début de l'exploitation, et a pour objectif de réduire la quantité de déchets en favorisant la valorisation matière, et de minimiser les effets nocifs en tenant compte de la gestion des déchets dès la phase de conception et lors du choix de la méthode d'extraction et de traitement des minéraux.</p> <p>Le plan de gestion contient au moins les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la caractérisation des déchets et une estimation des quantités totales de déchets d'extraction qui seront stockés durant la période d'exploitation ; - le lieu d'implantation envisagé pour l'installation de gestion des déchets et les autres lieux possibles ; - la description de l'exploitation générant ces déchets et des traitements ultérieurs auxquels ils sont soumis ; - en tant que de besoin, la description de la manière dont le dépôt des déchets peut affecter l'environnement et la santé humaine, ainsi que les mesures préventives qu'il convient de prendre pour réduire au minimum les incidences sur l'environnement ; - la description des modalités d'élimination ou de valorisation de ces déchets ; - le plan proposé en ce qui concerne la remise en état de la zone de stockage de déchets ; - les procédures de contrôle et de surveillance proposées ; - en tant que de besoin, les mesures de prévention de la détérioration de la qualité de l'eau et en vue de prévenir ou de réduire au minimum la pollution de l'air et du sol ; - une étude de l'état du terrain de la zone de stockage susceptible de subir des dommages dus à la zone de stockage de déchets ; - les éléments issus de l'étude de danger propres à prévenir les risques d'accident majeur en conformité avec les dispositions prévues par l'arrêté du 19 avril 2010 relatif à la gestion des déchets des industries extractives et applicable aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation et aux zones de stockage de déchets d'extraction. <p>Le plan de gestion est révisé par l'exploitant tous les cinq ans et dans le cas d'une modification apportée aux installations, à leur mode d'utilisation ou d'exploitation et de nature à entraîner une modification substantielle des éléments du plan. Il est transmis au préfet.</p>
<p>Constats : L'exploitant possède un plan de gestion des déchets d'extraction qui a été mis à jour en décembre 2021 et transmis au cours de l'inspection.</p> <p>Les stériles d'exploitation sont stockés temporairement ou réutilisés directement dans le cadre de la remise en état de la carrière.</p> <p>Les fines issues du lavage des matériaux de la carrière sont disposées en fond de fouille de la remise en état du site. L'exploitant déclare que le traitement des matériaux est réalisé sans floculant. Il indique que les fines de lavage sont inertes et n'ont pas d'impact significatif sur l'environnement.</p> <p>Une estimation des quantités totales de déchets d'extraction est opérée.</p> <p>Un plan de localisation permet de visualiser les stériles de découverte et les fines de lavage.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Point de contrôle n°8 - cessation d'activité du plan d'eau « La Mourgate »

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/08/2010, article 8
Thème(s) : Risques chroniques, REMISE EN ETAT
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : L'objectif final de la remise en état vise à : – la restauration partielle de terres agricoles ; – la création de plans d'eau ; – la restauration, autre qu'agricole, de terrains au bénéfice de particuliers ; – un réaménagement écologique de certaines berges et parties de plans d'eau.</p> <p>L'annexe 3 fixe un plan général du plan d'eau « La Mourgate » avec les différents types d'aménagements : plan d'eau, zone de faible profondeur du plan d'eau, haut fond et berge, zone à vocation agricole et îlot.</p> <p>Constats : Au cours de l'inspection, nous avons pu constater la finalisation de la remise en état du plan d'eau « La Mourgate ». Celui-ci présente les différents types d'aménagements prévus dans le dossier de demande d'autorisation ; à savoir : un plan d'eau avec des zones de faible profondeur, des hauts fonds, des berges, un îlot et 2 zones à vocation agricole.</p> <p>L'exploitant a, dans l'ensemble, respecté la diversité de réaménagement et les proportions de chaque type d'aménagement prévus initialement.</p> <p>La DDPP 26 a transmis à l'UiDDA, le dossier de cessation d'activité de « La Mourgate » le 30/05/2022. Celui-ci vise le récolement des parcelles n° 7pp, 22, 47pp, 12, 25, 32pp, 113pp et 114pp.</p> <p>La mise en sécurité du site s'est faite dans la continuité de l'arrêt de l'exploitation en s'appuyant sur les dispositions en vigueur lors de l'extraction. A savoir, clôture autour du site, process d'extraction, procédure et moyen de lutte et de prévention des pollutions, contrôles de suivis au titre de la protection des milieux et réduction de l'impact sur l'environnement. L'exploitant a déclaré que toutes les conditions de mise en sécurité du site sont remplies à savoir : l'évacuation ou l'élimination des produits dangereux et déchets, l'interdiction d'accès au site, la suppression des risques incendie et explosion ainsi qu'une démonstration de la non nécessité de suivi environnemental post-exploration.</p> <p>L'analyse du plan bathymétrique montre des secteurs présentant des sur-profondeurs localisées de un à deux mètres par rapport au dossier d'exploitation déposé. Il n'apparaît pas pertinent de faire remblayer ces secteurs.</p> <p>Le PLU communal actuellement en vigueur classe les parcelles objets du réaménagement en zone Naturelle avec la possibilité d'exploitation des carrières existantes. Le réaménagement réalisé correspond au plan d'état final du dossier de demande d'autorisation présenté en enquête publique. La mairie et les propriétaires des parcelles réaménagées sont en accord avec la remise en état.</p> <p>Lors de la visite d'inspection, il n'a pas été aperçu de culture dans les 2 zones à vocation agricole. Le respect des règles d'occupation des sols relève de la responsabilité de la mairie. La proposition du procès-verbal de récolement, en pièce jointe au présent rapport, peut donc être opérée.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet